

Tendances conjoncturelles

1^{er} trimestre 2012

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE EN NOUVELLE-CALÉDONIE

Légère amélioration du climat des affaires

Le climat conjoncturel s'améliore légèrement. L'indicateur du climat des affaires (ICA) se redresse de 5,5 points, après trois trimestres consécutifs de baisse. Il se situe toutefois encore en deçà de sa moyenne de longue période (- 5,2 points).

Cette éclaircie est principalement imputable à des prévisions d'investissement plus optimistes des chefs d'entreprises et à une moindre dégradation de leur trésorerie.

L'activité passée et prévue reste en revanche mal orientée, tout comme les prévisions sur les effectifs.

Indicateur du Climat des Affaires (ICA)
(100 = moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM

La plupart des indicateurs économiques traduisent une conjoncture toujours favorable, avec notamment un ralentissement de la hausse des prix et une bonne orientation de l'emploi. La consommation des ménages se replie légèrement mais reste à un bon niveau ; l'investissement des entreprises est toujours bien orienté.

Les évolutions sectorielles sont contrastées. La production métallurgique de nickel continue de progresser et le secteur touristique enregistre un bon niveau d'activité. Le secteur du BTP pâtit en revanche de l'achèvement des grands chantiers et les prévisions des professionnels du secteur restent pessimistes.

LA ZONE ASIE-PACIFIQUE INFLÉCHIT SON RYTHME DE CROISSANCE

En liaison avec la modération de la croissance économique mondiale, la croissance chinoise ralentit au 1^{er} trimestre 2012, atteignant son plus bas niveau depuis 3 ans, à +1,8 % sur le trimestre (+8,1 % sur un an). La hausse des prix décélère légèrement avec un glissement annuel de 3,6 % fin mars 2012, après +4,1 % fin décembre 2011.

L'économie japonaise s'oriente favorablement avec une croissance de +1,0 % au 1^{er} trimestre 2012, portée par la consommation des ménages et les investissements publics. La Banque du Japon relève ainsi sa prévision de croissance pour l'année budgétaire 2012-2013, à +2,3 %. Le Comité de politique monétaire de la Banque du Japon a décidé, le 10 avril 2012, de maintenir le statu quo monétaire.

En Australie, le PIB décélère au 4^e trimestre 2011 (+0,4 % après +0,8 % au trimestre précédent). Sur l'année, le rythme de progression des prix ralentit pour s'établir à +1,6 % à fin mars 2012 (contre +3,1 % en décembre). La Reserve Bank of Australia (RBA) a décidé, le 1^{er} mai 2012, d'abaisser ses taux directeurs de 50 points de base à 3,75 %, afin de soutenir la demande intérieure.

L'activité économique néo-zélandaise progresse de 0,3 % au 4^e trimestre 2011, après +0,7 % au trimestre précédent. Le PIB augmente ainsi de 1,8 % sur un an. La Banque centrale de Nouvelle-Zélande a décidé, le 26 avril 2012, de maintenir son taux directeur inchangé à 2,5 %.

La hausse des prix à la consommation s'atténue

L'indice des prix à la consommation (IPC) se stabilise (+0,1 % sur le trimestre, après +0,4 % au trimestre précédent). L'augmentation des prix de l'énergie (+1,2 %) et de l'alimentation (+0,7 %) a en effet été compensée par la baisse des prix des produits manufacturés (-0,5 %) et la stagnation des prix des services.

Le glissement annuel se replie à 1,7 %, après +2,6 % au trimestre précédent, en raison principalement de la décélération du poste « alimentation ». Les principaux contributeurs à la hausse annuelle des prix sont l'énergie (+4,6 %) et les services (+2,6 %).

Indice des prix à la consommation
(en glissement annuel, %)



Source : ISEE

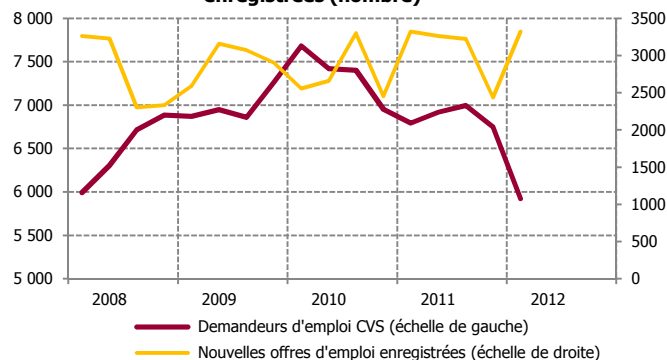
Les grands projets soutiennent le marché du travail

Le nombre de demandeurs d'emploi diminue de 12 % (CVS) sur le trimestre alors que les offres d'emploi déposées augmentent de 36 %, après un repli de 24 % au trimestre précédent. Cette meilleure orientation est portée par une hausse équivalente des offres en Province Sud comme en Province Nord, cette dernière bénéficiant des recrutements liés à la mise en service prochaine de l'usine du Nord ainsi qu'aux aménagements de la zone VKP (Voh, Koné et Pouembout).

L'emploi salarié progresse de 2,5 % sur le trimestre et de 5,3 % sur l'année, atteignant 78 561 salariés.

Sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi diminue de 13 % en données CVS retrouvant les niveaux planchers enregistrés début 2008.

Demandeurs d'emploi et nouvelles offres
enregistrées (nombre)



Source : IDCNC, désaisonnalisée par l'IEOM

La consommation des ménages se tasse

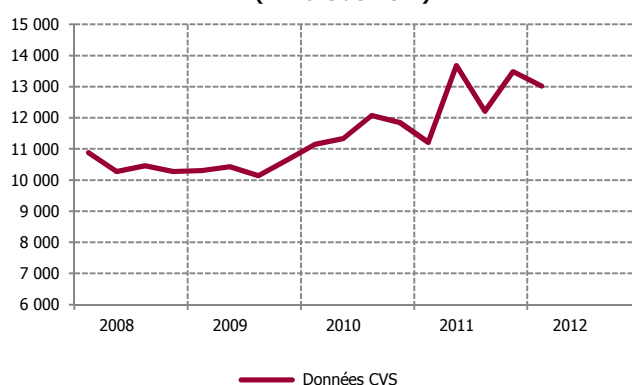
La consommation des ménages plafonne, tout en restant à un bon niveau.

Les professionnels du secteur du commerce font état d'une nouvelle dégradation de l'activité dans l'enquête de conjoncture. Les importations de biens de consommation courante et d'articles d'équipement du foyer sont en retrait, de 3 % et 16 % respectivement (données CVS).

A l'inverse, les immatriculations de véhicules de tourisme neufs retrouvent une orientation favorable (+12 % sur le trimestre, CVS) après un repli marqué en fin d'année.

L'encours du crédit à la consommation des ménages se stabilise (-0,5 %, dont -0,8 % pour les crédits de trésorerie). La situation financière des ménages semble se dégrader : les décisions de retrait de cartes bancaires sont en hausse de 19 % sur le trimestre et le nombre de personnes physiques en situation d'interdiction bancaire augmente de 6 %.

Importations de biens de consommations courantes
(millions de F CFP)



Source : Douanes, ISEE, désaisonnalisée par l'IEOM

Les entreprises prévoient d'investir à moyen terme

L'investissement des entreprises est toujours bien orienté. Les importations de biens d'équipement (CVS) progressent de 6 %, après une hausse du même ordre le trimestre précédent ; en revanche, les immatriculations de véhicules utilitaires neufs (CVS) sont en repli pour le deuxième trimestre consécutif (-14 %).

Les prévisions d'investissement à un an des chefs d'entreprise font état d'une hausse, pour la première fois depuis fin 2008. Ces prévisions favorables concernent la plupart des secteurs d'activité.

Les encours bancaires des crédits à l'investissement des entreprises sont stables.

L'investissement immobilier des ménages est un peu moins dynamique qu'au 4^e trimestre avec une progression de l'encours des crédits à l'habitat plus faible (+1 % contre +4 %).

Des exportations en baisse

Les importations se replient, mais de façon plus modérée (-1,3 % en valeur, après -10 % au trimestre précédent). La chute des importations d'ensembles industriels (-22 %) est en effet compensée par l'augmentation de +31% des importations de produits minéraux (hydrocarbures principalement). Cette hausse résulte à la fois d'un effet volume (+8,1% pour les quantités importées) mais aussi du renchérissement du cours du baril de Brent (+8,6 % en moyenne sur le trimestre).

Les exportations s'inscrivent en baisse au 1^{er} trimestre (-21,1 %). Elles sont inférieures de 15,2 % aux exportations enregistrées sur la même période de l'an passé. Cette évolution résulte essentiellement de la diminution des exportations liées au nickel. En effet, après une hausse continue en 2011, les exportations minières ont été impactées par les intempéries pour le minerai et une diminution des ventes de ferronickels.

Le déficit du solde commercial se creuse de 6,9 milliards de F CFP pour s'établir à -45,3 milliards de F CFP. Le taux de couverture des importations par les exportations perd ainsi 10 points au cours du trimestre et s'établit à 39,4 %.

UNE ACTIVITÉ PORTÉE PAR LE SECTEUR MÉTALLURGIQUE ET LE TOURISME

Le **secteur de l'agriculture, de la pêche et de l'élevage** enregistre une légère amélioration de son activité. Cette reprise concerne en particulier l'élevage, avec une hausse de 6 % des abattages de viande porcine (CVS). Les exportations de crevettes et de poissons sont en revanche moins bien orientées qu'au trimestre précédent, avec des baisses respectives de 1 % et 6 % (CVS). L'activité devrait se stabiliser au prochain trimestre.

L'activité des **mines et de la métallurgie** est globalement stable. Si la production métallurgique continue de s'accroître, soutenue par la montée en régime de l'usine du Sud, la production de minerais bruts est pénalisée par des intempéries.

L'extraction minière affiche un repli de 35 % par rapport au 4^e trimestre 2011 mais elle reste à un niveau comparable à celui du premier trimestre 2011.

La production de métal augmente de 9 %, portée par les mattes (+63 %) et le Nickel Hydroxyde Cake (NHC) (+44 %), alors que la production de ferronickel se replie (-16 %). Par ailleurs, la production d'oxyde de nickel (NiO) devient significative ce trimestre, avec 1 100 tonnes de produits finis.

Importations de biens d'équipement
(millions de F CFP)

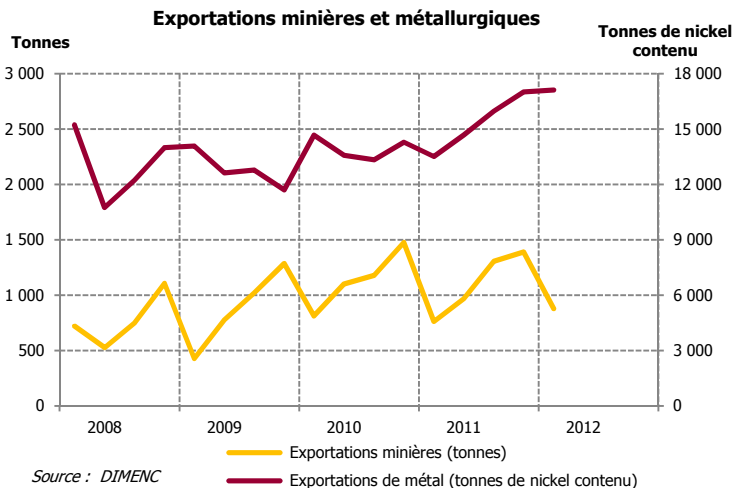


Source : Douanes, ISEE, désaisonnalisée par l'IEOM

Exportations
(millions de F CFP)



Sources: Douanes, ISEE



Source : DIMENC

Le cours du nickel a pourtant suivi une évolution plus favorable ce trimestre, le cours moyen s'établit ainsi à 8,9 \$ la livre au 1^{er} trimestre (contre 8,3 \$ au trimestre précédent).

Les perspectives pour le deuxième trimestre sont plus mitigées, l'usine du Sud ayant subi des arrêts de production en mai. En lien avec le ralentissement de la croissance mondiale, la production mondiale d'acier inoxydable devrait croître plus modérément qu'en 2011 alors qu'à l'inverse, l'offre devrait être portée par la montée en charge de plusieurs usines. Cet excédent de l'offre de nickel par rapport à la demande devrait peser sur les cours en 2012.

L'activité du **bâtiment et travaux publics** se dégrade à nouveau ce trimestre selon les professionnels du secteur. Les ventes de ciment (CVS) se contractent de 11 %. Malgré le démarrage du chantier du Médipôle et la réalisation d'infrastructures en Province Nord, les prévisions des chefs d'entreprises, et plus particulièrement des petites structures, restent pessimistes, à la fois en termes d'activité et d'effectifs.

L'index BT21, qui mesure l'évolution des prix à la construction, connaît une augmentation marquée (+3,8 %), en raison de la revalorisation du SMG au 1^{er} janvier 2012 et de la progression du coût de certains matériaux de construction (acier, PVC, bois...). Sur un an, l'index progresse de 4,4 %. L'indice de révision des loyers est en hausse de 0,6 % sur le trimestre et de 3,5 % sur l'année. Aucune majoration des loyers n'est cependant autorisée pendant un an depuis le 10 octobre 2011 (délibération n°152 du 28 septembre 2011 du Gouvernement de Nouvelle-Calédonie).

Le secteur du **tourisme** confirme son orientation favorable. Les professionnels font état d'une hausse de leur activité, selon l'enquête de conjoncture. Le nombre de touristes, stable par rapport au trimestre précédent à près de 30 000 visiteurs, est supérieur de 19 % par rapport au premier trimestre de l'année précédente, grâce notamment aux touristes métropolitains (+40 %) et japonais (+11 %).

Les professionnels du secteur anticipent un maintien de l'activité à ce bon niveau au trimestre prochain.

Les chefs d'entreprise du secteur des **services marchands**, relèvent une nouvelle baisse de leur courant d'affaires. Ils anticipent une moindre dégradation au deuxième trimestre.



Source : ISEE, désaisonnalisée par l'IEOM

LÉGER REDRESSEMENT DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

L'économie mondiale montre de légers signes de redressement. Les économies avancées restent marquées par l'atonie des marchés du travail et de l'immobilier résidentiel mais le dynamisme des pays émergents apporte une contribution importante à la croissance mondiale. L'inflation demeure contenue dans les économies avancées et fléchit dans les économies émergentes.

Aux États-Unis, la croissance économique ralentit (+0,5% au premier trimestre après +0,7 % au trimestre précédent). Le FOMC (Comité fédéral de l'open market) a maintenu ses taux inchangés, en indiquant qu'il prévoyait le maintien de taux très bas au moins jusqu'à fin 2014.

En Europe, le PIB reste stable par rapport au trimestre précédent tant pour la zone euro que pour l'UE27. Sur l'ensemble de l'année, le PIB stagne dans la zone euro (+0,1 % pour l'UE27). Un redressement progressif est attendu dans le courant de l'année, soutenu par la demande étrangère, le niveau très bas des taux d'intérêt à court terme et les mesures adoptées pour favoriser le bon fonctionnement de l'économie de la zone. Toutefois, les tensions sur les marchés de la dette souveraine, le processus d'ajustement des bilans dans les secteurs financier et non financier et le niveau élevé du chômage devraient continuer de freiner la dynamique de la croissance. La hausse des prix (IPCH) dans la zone euro s'établit à 2,7% en mars, soit le même niveau qu'en décembre. La BCE a maintenu ses taux directeurs inchangés.

En France, le PIB est stable, après +0,1 % au quatrième trimestre. Ce ralentissement provient d'une consommation des ménages atone et de dépenses d'investissement en repli.

Les annexes statistiques sont disponibles en téléchargement sur le site www.ieom.fr, dans la page Publications.

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : T. BELTRAND – Editeur et imprimeur : IEOM
Achevé d'imprimer : 29 mai 2012 – Dépôt légal : mai 2012 – ISSN 1968-6277